

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1646

[2009/202017]

19 MARS 2009. — Décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions préliminaires*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour but de préserver l'intégrité, la propreté, la sécurité, la viabilité et la disponibilité du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° domaine public régional : le domaine public régional routier et des voies hydrauliques. Celui-ci se compose :

a) des autoroutes, des routes régionales et des autres voies publiques affectées à la circulation par terre relevant de la gestion directe ou déléguée de la Région wallonne, ainsi que leurs dépendances;

b) des voies hydrauliques et des grands ouvrages hydrauliques relevant de la gestion directe ou déléguée de la Région wallonne, ainsi que leurs dépendances;

2° dépendances : tout ouvrage, dispositif, équipement, terrain ou chemin de service se trouvant à côté de, sous, sur, au-dessus de ou inhérent aux autoroutes, routes, voies publiques, voies hydrauliques ou ouvrages hydrauliques visés au 1°, spécialement édifié, mis en place, acquis, aménagé ou mis à disposition dans le cadre de ces infrastructures;

3° l'autorité gestionnaire : le Gouvernement ou l'autorité désignée par lui, celle-ci pouvant être un organisme public personnifié au sens de l'article 9 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Le Gouvernement est habilité à :

1° dresser une liste des autoroutes, routes régionales et autres voies publiques affectées à la circulation par terre visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, a);

2° dresser une liste des voies hydrauliques et des grands ouvrages hydrauliques visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, b);

3° dresser une liste exemplative des dépendances;

4° répartir les voiries publiques régionales et les voies hydrauliques en catégories en fonction de leur destination.

CHAPITRE II. — *De l'occupation, l'utilisation et l'exercice de certaines activités sur le domaine public*

Art. 3. § 1^{er}. L'autorisation préalable écrite de l'autorité gestionnaire est requise pour :

1° occuper ou utiliser le domaine public régional d'une manière excédant le droit d'usage ordinaire qui appartient à tous;

2° réaliser des travaux sur le domaine public régional;

3° organiser une manifestation récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional, lorsque cette manifestation est de nature à entraver le droit d'usage ordinaire qui appartient à tous.

§ 2. L'autorité gestionnaire peut accorder son autorisation par la voie d'un acte unilatéral ou d'un contrat.

Il appartient à l'autorité gestionnaire de juger, en ayant égard à l'intérêt du domaine public, de ses utilisateurs ou de son environnement, au principe d'égalité ou à d'autres intérêts de caractère général, de l'opportunité d'accorder ou de ne pas accorder l'autorisation demandée, de l'accorder moyennant le respect de certaines conditions, de l'accorder par la voie d'un acte unilatéral ou d'un contrat, de l'accorder pour une durée déterminée ou indéterminée.

§ 3. L'autorisation visée au § 1^{er}, 1°, est toujours accordée à titre précaire.

Lorsqu'elle est accordée par la voie d'un acte unilatéral, elle peut être révoquée, modifiée ou suspendue pour des raisons visées au § 2, 2^e alinéa, sans indemnité au profit du titulaire.

§ 4. Le Gouvernement est habilité à :

1° fixer des règles de procédure pour l'octroi des autorisations visées au § 1^{er};

2° arrêter des conditions générales auxquelles l'occupation, l'utilisation, la réalisation de travaux ou l'organisation de manifestations visés au § 1^{er} sont soumises, y compris le paiement de redevances dont il détermine le tarif et les modalités de perception. Ces conditions générales peuvent concerner certains types d'occupations, d'usages, de travaux ou de manifestations et peuvent être établies en fonction de la catégorie de la voie publique ou de la voie hydraulique.

Art. 4. Le Gouvernement est habilité à réglementer l'usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur le domaine public régional.

CHAPITRE III. — *Des infractions*

Art. 5. § 1^{er}. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 10.000 euros au plus :

1° ceux qui, volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution, dégradent, endommagent ou souillent le domaine public régional ou portent atteinte à sa viabilité ou à sa sécurité;

2° ceux qui, sans l'autorisation requise de l'autorité gestionnaire, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement :

a) occupent ou utilisent le domaine public régional d'une manière excédant le droit d'usage qui appartient à tous;

b) effectuent des travaux sur le domaine public régional;

3° ceux qui dérobent des biens d'équipement du domaine public régional, des plantations, ou du matériel ou des matériaux y entreposés pour les besoins de son entretien ou de travaux publics.

§ 2. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 1.000 euros au plus :

1° ceux qui, sans l'autorisation requise de l'autorité gestionnaire, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement, organisent une manifestation récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional, lorsque cette manifestation est de nature à entraver le droit d'usage ordinaire qui appartient à tous;

2° ceux qui font un usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur le domaine public régional qui n'est pas conforme à l'usage auxquels ils sont normalement destinés ou à l'usage fixé réglementairement;

3° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons sur le domaine public régional à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité gestionnaire;

4° les propriétaires, locataires ou usagers de terrains situés dans des zones soumises à l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau qui effectuent tous dépôts de produits ou de matériel susceptibles d'être entraînés par les flots et de causer la destruction, la dégradation ou l'obstruction des voies hydrauliques et leurs dépendances, ou des dommages à leurs usagers;

5° ceux qui menacent l'intégrité ou la viabilité du domaine public régional en pilotant un bâtiment flottant ou une embarcation sans adapter leur conduite à la conformation du domaine, aux injonctions réglementaires des agents chargés de l'exploitation de la voie d'eau ou de la manœuvre des ouvrages d'art, ou aux conditions fixées par l'autorité gestionnaire;

6° ceux qui refusent d'obtempérer aux injonctions régulières données par les policiers domaniaux dans le cadre de l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 6, § 4, 1°, 3° et 4°;

7° ceux qui entravent l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 6, § 4.

CHAPITRE IV. — *De la police domaniale*

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale, la recherche et la constatation des infractions prévues à l'article 5 peut être confiée à des agents régionaux désignés conformément au § 2.

Ces agents sont appelés "policiers domaniaux".

Ils sont revêtus soit de la qualité d'agent de police judiciaire, soit de celle d'officier de police judiciaire.

Ils ne peuvent exercer leur mission qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative. Ils ne doivent pas à nouveau prêter serment en cas de simple changement de résidence administrative.

Le greffier en chef du tribunal de première instance devant lequel un agent a prêté serment communique au greffe des tribunaux de première instance situés dans le ressort duquel l'agent doit exercer ses fonctions copie de l'acte de désignation et de l'acte de prestation de serment de l'agent.

§ 2. Les policiers domaniaux sont désignés, soit en qualité d'agent de police judiciaire, soit en qualité d'officier de police judiciaire, par le Gouvernement ou selon les modalités qu'il détermine.

Seuls des agents de niveau 1 peuvent être désignés en qualité d'officier de police judiciaire.

Le Gouvernement peut déterminer les signes distinctifs que les policiers domaniaux doivent porter dans l'exercice de leurs fonctions.

Il établit le modèle de la carte de légitimation dont ils doivent être munis et au moyen de laquelle ils se font connaître lorsqu'ils posent les actes visés au § 4.

§ 3. Les procès-verbaux que les policiers domaniaux établissent dans le cadre de leurs fonctions font foi jusqu'à preuve du contraire des faits qui y sont constatés.

§ 4. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, les policiers domaniaux sont habilités à :

1° enjoindre à toute personne sur laquelle pèse des indices sérieux d'infraction visée à l'article 4 la présentation de sa carte d'identité ou de tout autre document permettant son identification;

2° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à leur mission;

3° se faire produire tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4° arrêter les véhicules, les bâtiments flottants ou les embarcations, contrôler leur chargement;

5° requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux.

Art. 7. § 1^{er}. Les procès-verbaux établis par les policiers domaniaux sont transmis en original dans les quinze jours de leur établissement au procureur du Roi compétent. Une copie de ces procès-verbaux est transmise dans le même délai à l'auteur présumé de l'infraction et au fonctionnaire visé à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 2. Les policiers domaniaux peuvent adresser un simple avertissement à l'auteur présumé d'une infraction et lui accorder un délai pour y mettre fin et, si nécessaire, pour remettre ou faire remettre le domaine public en état.

CHAPITRE V. — *De la remise en état des lieux*

Art. 8. Dans les cas d'infraction visés à l'article 5, § 1^{er}, 1°, et § 2, 2° et 3°, l'autorité gestionnaire peut d'office remettre ou faire remettre le domaine public en état. Le coût de la remise en état du domaine public, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

Dans les cas d'infraction visés à l'article 5, § 1^{er}, 2°, et § 2, 1°, l'autorité gestionnaire met en demeure l'auteur présumé de l'infraction de mettre fin aux actes constitutifs d'infraction et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre le domaine public en état. Cette mise en demeure est adressée par lettre recommandée à la poste et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter. Si l'auteur présumé de l'infraction n'a pas remis ou fait remettre le domaine public en état dans le délai imparti, l'autorité gestionnaire peut y procéder elle-même ou y faire procéder, le coût des travaux de remise en état étant, dans ce cas, récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

Dans les cas d'infraction visés à l'alinéa précédent, l'autorité gestionnaire peut d'office remettre ou faire remettre le domaine public en état, sans au préalable mettre en demeure l'auteur présumé de l'infraction à cet effet, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- 1° si l'urgence ou les nécessités du service public le justifient;
- 2° si, pour des raisons d'ordre technique, environnemental ou de sécurité, il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même le domaine public en état;
- 3° si l'auteur présumé de l'infraction n'est pas et ne peut être aisément identifié.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités de calcul du coût de la remise en état des lieux lorsque les travaux sont exécutés par le personnel de ses propres services.

Le coût de la remise en état des lieux à récupérer à charge du contrevenant est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à 10 % du coût des travaux, avec un minimum de 50 euros, que les travaux soient réalisés par le personnel des services du Gouvernement ou par une entreprise extérieure.

Si le contrevenant reste en défaut de payer le coût des travaux de remise en état des lieux ou les frais de surveillance et de gestion administrative qui lui sont réclamés, ceux-ci peuvent être recouvrés par voie de contrainte, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement, nonobstant l'existence d'une action pénale sur laquelle il n'aurait pas encore été définitivement statué à raison des faits ayant justifié la remise en état des lieux.

CHAPITRE VI. — *Des amendes administratives*

Art. 9. § 1^{er}. Dans les conditions déterminées au présent article, pour autant que les faits soient passibles d'une sanction pénale en vertu de l'article 5, une amende administrative peut être infligée au contrevenant en lieu et place d'une sanction pénale.

Le montant de l'amende administrative est de 50 euros au moins à 10.000 euros au plus pour les infractions visées à l'article 5, § 1^{er}, et de 50 euros à 1.000 euros au plus pour les infractions visées à l'article 5, § 2.

Le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives. Seuls des fonctionnaires ayant un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis peuvent être désignés à cet effet.

§ 2. Le Procureur du Roi dispose d'un délai de nonante jours à compter du jour de la réception du procès-verbal constatant l'infraction pour notifier au fonctionnaire visé au § 1^{er} son intention quant à l'engagement ou non de poursuites pénales ou de faire usage ou non des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle.

La notification par le Procureur du Roi de son intention d'engager des poursuites pénales ou d'user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle exclut la possibilité d'infliger une amende administrative.

Si le Procureur du Roi notifie son intention de ne pas engager de poursuites pénales et de ne pas user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle, ou si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, il n'a pas fait connaître son intention, le fonctionnaire visé au § 1^{er} est autorisé à entamer la procédure visant à infliger une amende administrative.

§ 3. Lorsque, conformément au § 2, la procédure visant à infliger une amende administrative peut être entamée, le fonctionnaire visé au § 1^{er}, s'il estime nécessaire d'appliquer une telle amende, notifie à l'auteur présumé de l'infraction, par lettre recommandée à la poste, un avis accompagné d'une nouvelle copie du procès-verbal, mentionnant :

- 1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une amende administrative;
- 2° un extrait des dispositions transgressées;
- 3° le montant de l'amende administrative qu'il envisage d'infliger;
- 4° que l'auteur présumé de l'infraction a le droit de faire valoir par écrit, par lettre recommandée à la poste, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de l'avis;
- 5° qu'il peut aussi, dans le même délai et par lettre recommandée à la poste, demander à présenter oralement ses moyens de défense, sauf si le montant de l'amende administrative envisagée n'excède pas 62,50 euros;
- 6° qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil et de consulter son dossier.

La notification de l'avis visé à l'alinéa précédent entraîne l'extinction de l'action publique. Une copie en est adressée au Procureur du Roi.

Si l'auteur présumé de l'infraction demande à présenter oralement ses moyens de défense, le fonctionnaire visé au § 1^{er} lui notifie, par lettre recommandée à la poste, les lieu, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu quinze jours au plus tôt après l'envoi de ladite lettre recommandée.

Il est établi un procès-verbal de l'audition du contrevenant signé par le fonctionnaire visé au § 1^{er} et par le contrevenant. A défaut d'accord du contrevenant sur le contenu du procès-verbal, ce dernier est invité à y faire valoir ses remarques.

§ 4. Lorsque la procédure administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, la lettre recommandée visée au § 3, alinéa 1^{er}, est adressée au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que les contrevenants eux-mêmes.

Le fonctionnaire en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin qu'il soit veillé à ce que le mineur puisse être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que la lettre recommandée visée à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a un conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

§ 5. A l'échéance du délai de quinze jours visé au § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de l'auteur présumé de l'infraction ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire visé au § 1^{er} prend la décision de soit infliger l'amende administrative initialement envisagée, soit infliger une amende d'un montant diminué, soit ne pas infliger d'amende administrative.

Il peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Sa décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au contrevenant par lettre recommandée à la poste. Dans le cas d'un contrevenant mineur, la décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au mineur ainsi qu'à ses père, mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil.

Les père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

§ 6. Une décision infligeant une amende administrative ne peut plus être prise plus de cent quatre-vingts jours après le procès-verbal de constat de l'infraction.

§ 7. Le contrevenant qui souhaite contester la décision du fonctionnaire lui infligeant une amende administrative peut introduire un recours à l'encontre de celle-ci dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, à compter de la date de sa notification.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal correctionnel. Cependant, si la décision se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

La requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de la contestation de cette décision.

Le recours suspend l'exécution de la décision.

Les dispositions des alinéas qui précèdent sont mentionnées dans la décision infligeant l'amende.

Le tribunal peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est d'application.

Les décisions du tribunal correctionnel ou du tribunal de la jeunesse ne sont pas susceptibles d'appel. Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

§ 8. La décision infligeant une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours le jour de sa notification, sauf en cas de recours.

Le contrevenant ou les civilement responsables visés au § 5, alinéa 4, disposent d'un délai de trente jours prenant cours le jour qui suit celui où la décision a acquis force exécutoire pour acquitter l'amende.

Le Gouvernement fixe les modalités de perception des amendes administratives et de recouvrement des amendes impayées.

§ 9. Le présent article n'est pas applicable aux mineurs âgés de moins de seize ans au moment des faits.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 10. Les fonctionnaires visés à l'article 6, § 2, qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont déjà prêté serment conformément aux dispositions du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public routier régional et en réglementant les conditions d'exercice ou à celles du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, sont dispensés de prêter le serment visé à l'article 6, § 1^{er}.

Art. 11. Le Gouvernement peut, en matière de protection du domaine public des voies hydrauliques, prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la transposition de directives européennes ou l'exécution d'obligations résultant de traités internationaux ayant reçu l'assentiment du Parlement wallon. Ces mesures peuvent comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions législatives existantes. Le Gouvernement peut notamment arrêter tout barème de redevances qui serait imposé par ces directives ou traités.

Art. 12. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, l'autorisation visée à cette disposition n'est pas requise en cas d'obtention de :

1^o l'autorisation visée à l'article unique, alinéa 4, de la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage des domaines publics de l'Etat, des provinces ou des communes pour l'établissement de canalisations, notamment de canalisations d'eau et de gaz;

2^o l'autorisation de transport visée à l'article 9 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation;

3^o la permission de voirie visée à l'article 19, § 2, du décret du 12 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

4° la permission de voirie visée à l'article 9 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique;

5° la permission de voirie visée à l'article 19, § 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

6° l'approbation visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution;

7° l'approbation visée à l'article 98, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réformes de certaines entreprises publiques économiques;

8° l'approbation visée à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 27 juin 2005 du Conseil de la Communauté germanophone sur la radiodiffusion et les représentations cinématographiques;

9° l'autorisation visée à l'article 1^{er} du décret du 23 octobre 2008 relatif aux permissions de voiries des itinéraires touristiques balisés et modifiant le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallon.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, 3°, l'autorisation visée à cette disposition n'est pas requise en cas d'obtention de :

1° l'autorisation visée au chapitre V de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross;

2° l'autorisation visée au chapitre III de l'arrêté royal du 28 novembre 1997 portant réglementation de l'organisation d'épreuves ou de compétitions sportives pour véhicules automobiles disputées en totalité ou en partie sur la voie publique.

§ 3. Le Gouvernement peut étendre les listes des §§ 1^{er} et 2 à d'autres cas où, en vertu de législations particulières, l'occupation ou l'utilisation du domaine public régional au sens de l'article 3, § 1^{er}, 1°, ou l'organisation de manifestations sur ce domaine au sens de l'article 3, § 1^{er}, 3°, sont déjà soumises à l'autorisation, l'approbation ou l'avis favorable de l'autorité gestionnaire. Il peut prévoir une liste similaire pour la réalisation de travaux sur le domaine public régional au sens de l'article 3, § 1^{er}, 2°.

Art. 13. § 1^{er}. A l'article 4 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Le Gouvernement peut déroger à cette interdiction, soit au profit d'un service public, soit pour l'établissement d'installations ou de constructions en rapport avec le service de l'autoroute, soit pour l'établissement d'installations ou de constructions dans le domaine de l'énergie ou des télécommunications pour autant que cela soit compatible avec la fonction de l'autoroute."

§ 2. A l'article 2 du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, remplacé par le décret du 19 décembre 2007, l'alinéa 2 est complété par un point c) rédigé comme suit :

"c) des amendes administratives perçues en vertu de l'article 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, lorsque l'infraction a été commise sur le domaine public régional routier."

A l'article 3 du même décret, modifié par les décrets du 24 novembre 1994, du 21 décembre 2006 et du 19 décembre 2007, l'alinéa 2 est complété par un point d) rédigé comme suit :

"d) des amendes administratives perçues en vertu de l'article 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, lorsque l'infraction a été commise sur le domaine public régional des voies hydrauliques."

§ 3. L'article D.141 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ajouté par le décret du 5 juin 2008, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"En cas d'infraction flagrante à l'interdiction d'abandon de déchets visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 commise sur la voie publique à partir d'un véhicule à moteur, lorsque l'agent n'a pu identifier l'auteur des faits mais bien le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le procès-verbal constatant l'infraction et comportant l'identification du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule fait foi que l'infraction a été commise par la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé. Cette présomption peut être renversée par tout moyen de droit."

L'article D.409 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, remplacé par le décret du 5 juin 2008, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. D.409. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui, sans déclaration ou permis d'environnement visés à l'article D.51 du présent Code, a accompli un des actes visés à cet article.

A l'article D.159, § 1^{er}, dernier alinéa, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ajouté par le décret du 5 juin 2008, le point final est remplacé par une virgule et sont ajoutés in fine les termes "ainsi que les agents au sens de l'article 3, 1°, du Code forestier, en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 102 du Code forestier."

L'article D.159, § 8, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ajouté par le décret du 5 juin 2008, est complété comme suit : "La somme perçue est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales, lorsque l'infraction a été constatée par un fonctionnaire, garde ou agent visé à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse ou par un agent au sens de l'article 3, 1°, du Code forestier."

A l'article 77, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, tel que modifié par le décret du 5 juin 2008, les termes "ou 59" sont remplacés par les termes ", 59 ou 76ter."

Art. 14. Sont abrogés :

1° le décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public routier régional et en réglementant les conditions d'exercice;

2° le décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, modifié par le décret du 22 juin 2006.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, à l'exception des §§ 1^{er} et 3 de l'article 13, qui entrent en vigueur dix jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 904 (2008-2009). N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 mars 2009.

Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1646

[2009/202017]

19. MÄRZ 2009 — Dekret über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Vorhergehende Bestimmungen*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret hat zum Ziel, die Integrität, Sauberkeit, Sicherheit, Befahrbarkeit und Verfügbarkeit des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes zu erhalten.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° regionales öffentliches Netz: das regionale öffentliche Straßen- und Wasserstraßennetz. Dieses besteht aus:

a) den Autobahnen, den Regionalstraßen und den anderen öffentlichen Straßen, die für den Bodenverkehr bestimmt sind und die unter die unmittelbare oder übertragene Verwaltung der Wallonischen Region fallen, sowie deren Nebenanlagen;

b) den Wasserstraßen und großen Wasserbauwerken, die unter die unmittelbare oder übertragene Verwaltung der Wallonischen Region fallen, sowie deren Nebenanlagen;

2° Nebenanlagen: alle Bauwerke, Vorrichtungen, Ausrüstungen, Grundstücke oder Wege, die sich neben, unter, auf, über den in Punkt 1° erwähnten Autobahnen, Straßen, öffentlichen Wegen, Wasserstraßen oder Wasserbauwerken befinden oder mit diesen verankert sind, und die speziell im Rahmen dieser Infrastrukturen gebaut, eingerichtet, erworben, angelegt oder zur Verfügung gestellt werden;

3° Verwaltungsbehörde: die Regierung oder die von ihr bezeichnete Behörde; diese kann eine öffentliche Einrichtung in der Gestalt einer Person im Sinne des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 sein.

Die Regierung ist befugt:

1° eine Liste der in Absatz 1, 1°, *a)* erwähnten, für den Bodenverkehr bestimmten Autobahnen, Straßen und sonstigen öffentlichen Wege aufzustellen;

2° eine Liste der in Absatz 1, 1°, *b)* erwähnten Wasserstraßen und großen Wasserbauwerke aufzustellen;

3° eine Beispielliste der Nebenanlagen aufzustellen;

4° die regionalen öffentlichen Verkehrswege und die Wasserstraßen je nach ihrer Zweckbestimmung in Kategorien aufzuteilen.

KAPITEL II — *Besetzung, Benutzung und Ausübung bestimmter Tätigkeiten auf dem öffentlichen Netz*

Art. 3 - § 1. Die vorherige schriftliche Genehmigung der Verwaltungsbehörde ist erforderlich, um:

1° das regionale öffentliche Netz derart zu besetzen oder zu benutzen, dass das gewöhnliche Nutzungsrecht, das jedem zusteht, überschritten wird;

2° Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz durchzuführen;

3° eine Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsveranstaltung auf dem regionalen öffentlichen Netz zu organisieren, wenn durch diese Veranstaltung das gewöhnliche Nutzungsrecht, das jedem zusteht, beeinträchtigt werden könnte.

§ 2. Die Verwaltungsbehörde kann ihre Genehmigung über dem Weg einer einseitigen Rechtshandlung oder eines Vertrags gewähren.

Es steht der Verwaltungsbehörde zu, unter Berücksichtigung des Interesses des öffentlichen Netzes, seiner Benutzer oder Umgebung, des Gleichheitsprinzips oder anderer Interessen allgemeiner Art darüber zu entscheiden, ob es zweckmäßig ist, die beantragte Genehmigung zu gewähren oder nicht zu gewähren, unter Vorbehalt der Beachtung bestimmter Bedingungen zu gewähren, über dem Weg einer einseitigen Rechtshandlung oder eines Vertrags zu gewähren, für einen bestimmten oder unbestimmten Zeitraum zu gewähren.

§ 3. Die Gewährung der in § 1, 1° erwähnten Genehmigung ist jederzeit widerruflich.

Wenn die Genehmigung über dem Weg einer einseitigen Rechtshandlung gewährt wird, kann sie aus den in § 2, Absatz 2 erwähnten Gründen widerrufen, abgeändert oder ausgesetzt werden, und zwar ohne Entschädigung zugunsten des Inhabers.

§ 4. Die Regierung ist befugt:

1° die Regeln für das Verfahren zur Gewährung der in § 1 erwähnten Genehmigungen festzulegen;

2° allgemeine Bedingungen zu verabschieden, denen die Besetzung, die Benutzung, die Durchführung von Arbeiten oder die Organisation von in § 1 erwähnten Veranstaltungen unterliegen, einschließlich der Zahlung von Gebühren, deren Tarife und Erhebungsmodalitäten sie bestimmt. Diese allgemeinen Bedingungen können bestimmte Arten der Besetzung, Benutzung, Arbeiten oder Veranstaltungen betreffen und je nach der Kategorie festgelegt werden, zu der die öffentliche Straße oder die Wasserstraße gehört.

Art. 4 - Die Regierung ist befugt, die Verwendung der auf dem regionalen öffentlichen Netz aufgestellten Mülleimer, Container oder Behälter zu regeln.

KAPITEL III — *Verstöße*

Art. 5 - § 1. Mit einer Geldstrafe von mindestens 50 Euro und höchstens 10.000 Euro werden belegt:

1° diejenigen, die absichtlich, aus mangelnder Vorsorge oder Vorsicht das regionale öffentliche Netz verschlechtern, beschädigen oder verschmutzen oder dessen Befahrbarkeit oder Sicherheit beeinträchtigen;

2° diejenigen, die ohne die erforderliche Genehmigung der Verwaltungsbehörde und auf eine Art, die nicht mit dieser übereinstimmt oder die nicht die von der Regierung festgelegten allgemeinen Bedingungen erfüllt:

a) das regionale öffentliche Netz derart besetzen oder benutzen, dass das gewöhnliche Nutzungsrecht, das jedem zusteht, überschritten wird;

b) Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz durchführen;

3° diejenigen, die Ausrüstungsgüter des regionalen öffentlichen Netzes, Anpflanzungen, Material oder Werkstoffe, die dort zwecks der Unterhaltung des Netzes oder im Hinblick auf öffentliche Arbeiten gelagert werden, entwenden.

§ 2. Mit einer Geldstrafe von mindestens 50 Euro und höchstens 1.000 Euro werden belegt:

1° diejenigen, die ohne die erforderliche Genehmigung der Verwaltungsbehörde und auf eine Art, die nicht mit dieser übereinstimmt oder die nicht die von der Regierung festgelegten allgemeinen Bedingungen erfüllt, eine Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsveranstaltung auf dem regionalen öffentlichen Netz organisieren, wenn durch diese Veranstaltung das gewöhnliche Nutzungsrecht, das jedem zusteht, beeinträchtigt werden könnte;

2° diejenigen, die die auf dem regionalen öffentlichen Netz aufgestellten Mülleimer, Container oder Behälter auf eine Art benutzen, die nicht mit der Benutzung, für die sie normalerweise bestimmt sind, oder die vorschriftsmäßig festgelegt wurde, übereinstimmt;

3° diejenigen, die Beschriftungen, Plakate, Abbildungen oder Fotografien, Flug- oder Faltblätter auf dem regionalen öffentlichen Netz an anderen Stellen anbringen, als denjenigen die von der Verwaltungsbehörde zugelassen sind;

4° die Eigentümer, Mieter oder Benutzer von in durch Ausufern eines Wasserlaufs überschwemmungsgefährdeten Zonen liegenden Grundstücken, die Produkte oder Material ablagern, die von der Strömung weggeschwemmt werden könnten und die die Zerstörung, Beschädigung oder Verstopfung der Wasserstraßen und ihrer Nebenanlagen oder Schäden für ihre Benutzer verursachen könnten;

5° diejenigen, die die Integrität oder Befahrbarkeit des regionalen öffentlichen Netzes gefährden, indem sie ein Wasserfahrzeug oder Boot steuern, ohne ihre Fahrweise an die Gegebenheiten des Netzes oder an die vorschriftsmäßigen Anweisungen der mit der Bewirtschaftung des Wasserlaufs oder mit der Handhabung der Kunstbauwerke beauftragten Bediensteten, oder an die von der Verwaltungsbehörde festgelegten Bedingungen anzupassen;

6° diejenigen, die sich weigern, den von den Domänenpolizisten im Rahmen der Durchführung der in Artikel 6, § 4, 1°, 3° und 4° erwähnten Handlungen zwecks Informationen ordnungsgemäß gegebenen Anweisungen Folge zu leisten;

7° diejenigen, die die Durchführung der in Artikel 6, § 4 erwähnten Handlungen zu Informationszwecken beeinträchtigen.

KAPITEL IV. — *Domänenpolizei*

Art. 6 - § 1. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Beamten der föderalen Polizei und der lokalen Polizei können die Ermittlung und Feststellung der in Artikel 5 vorgesehenen Verstöße regionalen Bediensteten anvertraut werden, die gemäß § 2 bezeichnet werden.

Diese Bediensteten werden "Domänenpolizisten" genannt.

Sie üben die Eigenschaft entweder des Bediensteten der Gerichtspolizei oder des Offiziers der Gerichtspolizei aus.

Sie dürfen ihre Aufgabe erst ausüben, nachdem sie vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes den Eid abgelegt haben. Im Falle eines einfachen Wechsels des Amtssitzes brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

Der Hauptgerichtsschreiber des Gerichts erster Instanz, vor dem ein Bediensteter den Eid abgelegt hat, übermittelt der Kanzlei der Gerichte erster Instanz, die sich im Amtsbereich befinden, in dem der Bedienstete sein Amt auszuüben hat, eine Abschrift der Bezeichnungsurkunde und der Eidesleistungsurkunde des Bediensteten.

§ 2. Die Domänenpolizisten werden von der Regierung oder gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten in der Eigenschaft entweder als Bediensteter der Gerichtspolizei oder als Gerichtspolizeioffizier bezeichnet.

Nur die Bediensteten der Stufe 1 können in der Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier bezeichnet werden.

Die Regierung kann die Erkennungszeichen bestimmen, die die Domänenpolizisten in der Ausübung ihres Amtes tragen müssen.

Sie legt das Muster der Legitimationskarte fest, die sie bei sich tragen müssen und mittels derer sie sich zu erkennen geben, wenn sie die in § 4 erwähnten Handlungen vornehmen.

§ 3. Die Protokolle, die die Domänenpolizisten im Rahmen ihres Amtes aufnehmen, sind für die dort eingetragenen Sachverhalte bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend.

§ 4. Im Rahmen der Ausführung ihrer Aufgabe sind die Domänenpolizisten befugt:

1° jeder Person, auf der schwerwiegende Indizien für einen in Artikel 4 erwähnten Verstoß lasten, den Befehl zu geben, ihren Ausweis oder jedes andere Dokument vorzuweisen, mittels dessen sie identifiziert werden kann;

2° jede Person zu jeglichem Sachverhalt zu befragen, dessen Kenntnisnahme für die Ausführung ihrer Aufgabe nützlich ist;

3° sich alle Dokumente, Schriftstücke oder Ausweise vorzeigen zu lassen, die für die Ausübung ihrer Aufgabe nützlich ist, und eine fotografische oder sonstige Abschrift von diesen anzufertigen oder sie gegen Empfangsbescheinigung mitzunehmen;

4° die Fahrzeuge, Wasserfahrzeuge oder Boote anzuhalten und ihre Ladung zu kontrollieren;

5° die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer regionaler Dienste anzufordern.

Art. 7 - § 1. Die Originale der von den Domänenpolizisten aufgenommenen Protokolle werden innerhalb von 15 Tagen ab ihrer Aufnahme dem zuständigen Prokurator des Königs übermittelt. Eine Abschrift dieser Protokolle wird innerhalb derselben Frist dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes und dem in Artikel 9, § 1, Absatz 3 erwähnten Beamten übermittelt.

§ 2. Die Domänenpolizisten können dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes eine einfache Verwarnung erteilen und ihm eine Frist gewähren, um dem Verstoß ein Ende zu setzen und, falls nötig, das öffentliche Eigentum wiederinstandzusetzen oder wiederinstandsetzen zu lassen.

KAPITEL V — *Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten*

Art. 8 - In den in Artikel 5, § 1, 1°, und § 2, 2° und 3° erwähnten Fällen von Verstößen kann die Verwaltungsbehörde das öffentliche Eigentum von Amts wegen wiederinstandsetzen oder wiederinstandsetzen lassen. Die Kosten für die Wiederinstandsetzung des öffentlichen Eigentums, gegebenenfalls einschließlich der Kosten für die Bewirtschaftung der Abfälle gemäß der geltenden Regelung, werden zu Lasten des Urhebers des Verstoßes zurückgefordert.

In den in Artikel 5, § 1, 2°, und § 2, 1° erwähnten Fällen von Verstößen fordert die Verwaltungsbehörde den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes unter Androhung von Verzugsfolgen auf, den Handlungen, die für den Verstoß grundlegend sind, ein Ende zu setzen und, falls nötig, das öffentliche Eigentum wiederinstandzusetzen oder widerinstandsetzen zu lassen. Diese Aufforderung wird per Einschreiben bei der Post entsandt und beinhaltet die Frist, die dem Zuwiderhandelnden eingeräumt wird, um dieser Aufforderung nachzukommen. Wenn der mutmaßliche Urheber des Verstoßes das öffentliche Eigentum nicht innerhalb der eingeräumten Frist wiederinstandgesetzt oder wiederinstandsetzen gelassen hat, kann die Verwaltungsbehörde die Wiederinstandsetzung selbst vornehmen oder vornehmen lassen, in welchem Fall die Kosten für die Wiederinstandsetzungsarbeiten zu Lasten des Urhebers des Verstoßes zurückgefordert werden.

In den in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Fällen von Verstößen kann die Verwaltungsbehörde das öffentliche Eigentum von Amts wegen wiederinstandsetzen oder wiederinstandsetzen lassen, ohne den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes zu diesem Zweck vorher in Verzug zu setzen, wenn folgende Bedingungen erfüllt werden:

1° wenn die Dringlichkeit oder die Anforderungen des öffentlichen Dienstes es rechtfertigen;

2° wenn es aus Gründen technischer, umweltbezogener oder sicherheitsbedingter Art unratsam ist, dem Zuwiderhandelnden zu erlauben, das öffentliche Eigentum selbst wiederinstandzusetzen oder wiederinstandsetzen zu lassen;

3° wenn der mutmaßliche Urheber des Verstoßes nicht identifiziert ist oder nicht leicht identifiziert werden kann.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Berechnung der Kosten für die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten bestimmen, wenn die Arbeiten vom Personal ihrer eigenen Dienststellen ausgeführt werden.

Die Kosten für die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten, die zu Lasten des Zuwiderhandelnden zurückzufordern sind, werden um einen Pauschalbetrag für die Kosten für die Überwachung und administrative Verwaltung erhöht, der 10% der Kosten für die Arbeiten mit einem Minimalbetrag von 50 Euro entspricht, ob die Arbeiten vom Personal der Dienststellen der Regierung oder von einem auswärtigen Unternehmen durchgeführt werden.

Wenn der Zuwiderhandelnde versäumt, die ihm angelasteten Kosten für die Wiederinstandsetzungsarbeiten der Örtlichkeiten oder für die Überwachung und die administrative Verwaltung zu zahlen, können diese gemäß von der Regierung festgelegten Modalitäten zwangsweise beigetrieben werden, auch wenn eine Strafverfolgung läuft, über die aufgrund der Sachverhalte, die die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten rechtfertigen, noch kein endgültiger Beschluss gefasst wurde.

KAPITEL VI. — *Administrative Geldbußen*

Art. 9 - § 1. Unter den in dem vorliegenden Artikel festgelegten Bedingungen und insofern die Sachverhalte aufgrund des Artikels 5 mit einer Strafverfolgung belegt werden, kann dem Zuwiderhandelnden an Stelle einer Strafverfolgung eine administrative Geldbuße auferlegt werden.

Der Betrag der administrativen Geldbuße beläuft sich auf mindestens 50 Euro und höchstens 10.000 Euro, was die in Artikel 5, § 1, erwähnten Verstöße betrifft, und zwischen 50 Euro und 1.000 Euro, was die in Artikel 5, § 2, erwähnten Verstöße betrifft.

Die Regierung bezeichnet einen oder mehrere Beamten, die befugt sind, die administrativen Geldbußen aufzuerlegen. Nur die Beamten mit einem Niveau, für das ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein gleichwertiges Diplom erforderlich ist, können zu diesem Zweck bezeichnet werden.

§ 2. Der Prokurator des Königs verfügt über eine Frist von 90 Tagen ab dem Tag des Eingangs des Protokolls, in dem der Verstoß festgestellt wird, um dem in § 1 erwähnten Beamten seine Absicht zuzustellen, eine Strafverfolgung einzuleiten oder zu unterlassen oder von den Befugnissen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, Gebrauch zu machen oder nicht.

Die Zustellung durch den Prokurator des Königs von seiner Absicht, Strafverfolgungen einzuleiten oder von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, schließt die Möglichkeit aus, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen.

Wenn der Prokurator des Königs seine Absicht zustellt, keine Strafverfolgungen einzuleiten und nicht von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, oder wenn er nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist seine Absicht nicht zur Kenntnis gegeben hat, ist der in § 1 erwähnte Beamte befugt, das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße einzuleiten.

§ 3. Wenn das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße gemäß § 2 eingeleitet werden kann, stellt der in § 1 erwähnte Beamte, wenn er die Auferlegung einer solchen Geldbuße als notwendig erachtet, dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes per Einschreiben bei der Post einen Bescheid unter Beifügung einer neuen Abschrift des Protokolls zu, in dem Folgendes angegeben wird:

1° die Sachverhalte, für die er die Auferlegung einer administrativen Geldbuße beabsichtigt;

2° ein Auszug der übertretenen Bestimmungen;

3° der Betrag der administrativen Geldbuße, die er aufzuerlegen gedenkt;

4° die Tatsache, dass der mutmaßliche Urheber des Verstoßes das Recht hat, innerhalb einer Frist von 15 Tagen ab dem Tag der Zustellung des Bescheids seine Verteidigungsgründe schriftlich und per Einschreiben bei der Post gelten zu lassen;

5° die Tatsache, dass er innerhalb derselben Frist und per Einschreiben bei der Post ebenfalls beantragen kann, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, außer wenn der Betrag der vorgesehenen administrativen Geldbuße 62,50 Euro nicht überschreitet;

6° die Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Berater vertreten oder unterstützen zu lassen und seine Akte einzusehen.

Durch die Zustellung des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Bescheids erlischt die Strafverfolgung. Eine Abschrift dieser Zustellung wird dem Prokurator des Königs übermittelt.

Wenn der mutmaßliche Urheber des Verstoßes beantragt, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, stellt der in § 1 erwähnte Beamte ihm per Einschreiben bei der Post Ort, Tag und Uhrzeit zu, an denen er angehört wird. Diese Anhörung findet frühestens 15 Tage nach der Einsendung des besagten Einschreibens statt.

Es wird ein Protokoll der Anhörung des Zuwiderhandelnden aufgenommen, das von dem in § 1 erwähnten Beamten und von dem Zuwiderhandelnden unterzeichnet wird. Falls der Zuwiderhandelnde nicht mit dem Inhalt des Protokolls einverstanden ist, wird er aufgefordert, seine Bemerkungen gelten zu lassen.

§ 4. Wenn das Verwaltungsverfahren gegen eine Person unter achtzehn Jahren eingeleitet wird, wird das in § 3, Absatz 1 erwähnte Einschreiben an den Minderjährigen sowie an dessen Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen gerichtet. Diese Parteien verfügen über die gleichen Rechte wie die Zuwiderhandelnden selbst.

Der Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, damit dafür gesorgt wird, dass der Minderjährige den Beistand eines Anwalts erhalten kann. Dieser Bescheid wird gleichzeitig mit dem in Absatz 1 erwähnten Einschreiben entsandt.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Rechtshilfebüro bezeichnet spätestens innerhalb von zwei Werktagen ab diesem Bescheid einen Anwalt.

Eine Abschrift des Bescheids, in dem der Präsident der Rechtsanwaltskammer von der Anrufung in Kenntnis gesetzt wird, wird der Verfahrensakte beigefügt.

Im Falle eines Interessenkonflikts sorgt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Rechtshilfebüro dafür, dass der Betroffene den Beistand eines anderen Anwalts erhält, als desjenigen, den seine Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen heranziehen.

§ 5. Nach Ablauf der in § 3, Absatz 1, 4°, erwähnten Frist von 15 Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung des mutmaßlichen Urhebers des Verstoßes oder seines Beraters festgelegten Datum, unter Berücksichtigung der schriftlich unterbreiteten oder mündlich vorgetragenen Verteidigungsgründe, wenn solche vorlagen, fasst der in § 1 erwähnte Beamte den Beschluss, entweder die ursprünglich beabsichtigte administrative Geldbuße aufzuerlegen, eine Geldbuße mit einem verminderten Betrag aufzuerlegen, oder keine Geldbuße aufzuerlegen.

Er kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub gewähren. Im Falle mildernder Umstände kann er die administrative Geldbuße unter das gesetzliche Minimum herabsetzen.

Sein begründeter Beschluss und das Protokoll der Anhörung werden dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post zugestellt. Im Falle eines minderjährigen Zuwiderhandelnden werden der begründete Beschluss und das Protokoll der Anhörung dem Minderjährigen sowie seinen Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen und seinem Berater zugestellt.

Die Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen des Minderjährigen sind für die Zahlung der Geldbuße zivilrechtlich haftbar.

§ 6. Ein Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, kann nach mehr als hundertachtzig Tagen nach dem Protokoll zur Feststellung des Verstoßes nicht mehr getroffen werden.

§ 7. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Beamten, der ihm eine administrative Geldbuße auferlegt, anzufechten wünscht, kann innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, unter Androhung des Ausschlusses, ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses einen Einspruch gegen diesen einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift beim Strafgericht eingereicht. Wenn sich der Beschluss auf Minderjährige bezieht, die zum Zeitpunkt der Tat das vollendete Alter von sechzehn Jahren erreicht haben, wird der Einspruch durch unentgeltlichen Antrag beim Jugendgericht eingereicht. In diesem Fall kann der Einspruch ebenfalls von den Eltern, Vormündern oder sorgeberechtigten Personen eingereicht werden. Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt, zudem er sich äußert, volljährig ist.

Die Klageschrift enthält die Identität und Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung des angefochteten Beschlusses und die Gründe für die Anfechtung dieses Beschlusses.

Der Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmungen der vorhergehenden Absätze werden in dem Beschluss angegeben, durch den die Geldbuße auferlegt wird.

Das Gericht kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub gewähren. Im Falle milderer Umstände kann er die administrative Geldbuße unter das gesetzliche Minimum herabsetzen.

Wenn das Jugendgericht mit einem Einspruch gegen eine administrative Geldbuße befasst wird, kann es diese durch eine Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme, wie diese in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehen ist, ersetzen. In diesem Fall ist Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anwendbar.

Die Beschlüsse des Strafgerichts oder des Jugendgerichts sind nicht berufungsfähig. Wenn das Jugendgericht jedoch beschließt, die administrative Geldbuße durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehene Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme zu ersetzen, ist sein Beschluss berufungsfähig. In diesem Fall sind die durch das Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Verfahren, die für Taten gelten, die als Straftaten qualifiziert werden, anwendbar.

§ 8. Der Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, ist nach Ablauf einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag seiner Zustellung vollstreckbar, außer im Falle eines Einspruchs.

Der Zuwiderhandelnde oder die in § 5, Absatz 4 erwähnten zivilrechtlich verantwortlichen Personen verfügen über eine Frist von 30 Tagen ab dem Tag, der auf denjenigen folgt, an dem der Beschluss vollstreckbar wurde, um die Geldbuße zu begleichen.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Erhebung der administrativen Geldbußen und für die Beitreibung der ungezahlten Geldbußen fest.

§ 9. Der vorliegende Artikel ist nicht auf Minderjährige, die zum Zeitpunkt der Tat weniger als sechzehn Jahre alt waren, anwendbar.

KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Die in Artikel 6, § 2 erwähnten Beamten, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets bereits den Eid gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizeiordnung für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes oder gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Januar zur Einsetzung einer Polizeiordnung für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes abgelegt haben, werden davon befreit, den in Artikel 6, § 1, erwähnten Eid abzulegen.

Art. 11 - Die Regierung kann in Sachen Schutz des öffentlichen Netz der Wasserstraßen alle erforderlichen Maßnahmen treffen, um die Umsetzung europäischer Richtlinien oder die Durchführung von Verpflichtungen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben und die die Zustimmung des wallonischen Parlaments erhalten haben, zu gewährleisten. Diese Maßnahmen können die Aufhebung oder die Abänderung bestehender gesetzlicher Bestimmungen enthalten. Die Regierung kann insbesondere jegliche Gebührentabelle verabschieden, die von diesen Richtlinien oder Verträgen auferlegt würde.

Art. 12 - § 1. In Abweichung von Artikel 3, § 1, 1^o, ist die in dieser Bestimmung erwähnte Genehmigung nicht erforderlich, wenn Folgendes erhalten wurde:

1^o die in dem einzigen Artikel, Absatz 4 des Gesetzes vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden für die Einrichtung von Leitungen, insbesondere von Wasser- und Gasleitungen erwähnte Genehmigung;

2^o die in Artikel 9 des Gesetzes vom 12. April 1965 über die Beförderung gasförmiger und anderer Erzeugnisse durch Leitungen erwähnte Beförderungsgenehmigung;

3^o die in Artikel 19, § 2, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnte Straßenbaugenehmigung;

4^o die in Artikel 9 des Gesetzes vom 10. März 1925 über die Verteilung von elektrischer Energie erwähnte Straßenbaugenehmigung;

5^o die in Artikel 19, § 2, des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte Straßenbaugenehmigung;

6^o die in Artikel 10, § 1, Absatz 2 des Gesetzes vom 6. Februar 1987 über die Rundfunk- und Kabelfernsehnetze erwähnte Genehmigung;

7^o die in Artikel 98, § 1 des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen erwähnte Genehmigung;

8^o die in Artikel 63, § 1, Absatz 2 des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Juni 2005 über den Rundfunk und die Kinovorstellungen erwähnte Genehmigung;

9^o die in Artikel 1 des Dekrets vom 23. Oktober 2008 über die Straßenbaugenehmigungen der markierten Fremdenverkehrswege und zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnte Genehmigung.

§ 2. In Abweichung von Artikel 3, § 1, 3° ist die in dieser Bestimmung erwähnte Genehmigung nicht erforderlich, wenn Folgendes erhalten wurde:

1° die in Kapitel V des Königlichen Erlasses vom 21. August 1967 zur Regelung der Radrennen und der Querfeldeinrennen erwähnte Genehmigung;

2° die in Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 28. November 1997 zur Regelung der Organisation von Sportprüfungen und -wettkämpfen für Motorfahrzeuge, die völlig oder teilweise auf der öffentlichen Straße ausgetragen werden, erwähnte Genehmigung.

§ . 3. Die Regierung kann die Listen der §§ 1 und 2 auf andere Fälle ausdehnen, in denen aufgrund besonderer Gesetzgebungen die Besetzung oder Benutzung des regionalen öffentlichen Netzes im Sinne des Artikels 3, § 1, 1°, oder die Organisation von Veranstaltungen auf diesem Netz im Sinne des Artikels 3, § 1, 3° bereits der Genehmigung, der Zustimmung oder dem günstigen Gutachten der Verwaltungsbehörde unterliegen. Sie kann eine ähnliche Liste für die Durchführung von Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz im Sinne des Artikels 3, § 1, 2°, vorsehen.

Art. 13 - § 1. In Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen wird § 2 durch folgenden Paragraphen ersetzt:

“§ 2. Die Regierung kann von diesem Verbot abweichen, und zwar entweder zugunsten eines öffentlichen Dienstes, oder für die Einrichtung von Anlagen oder Bauten, die mit dem Autobahndienst im Zusammenhang stehen, oder für die Einrichtung von Anlagen und Bauten im Bereich der Energie oder der Telekommunikation, insofern dies mit der Autobahnfunktion vereinbar ist.”

§ 2. In Artikel 2 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung eines Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten, ersetzt durch das Dekret vom 19. Dezember 2007, wird Absatz 2 durch einen Punkt *c*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“*c*) aus administrativen Geldbußen, die aufgrund des Artikels 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes erhoben wurden, wenn der Verstoß auf dem regionalen öffentlichen Straßennetz begangen wurde.”.

In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 24. November 1994, vom 21. Dezember 2006 und vom 19. Dezember 2007 wird der Absatz 2 durch einen Punkt *d*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“*d*) aus administrativen Geldbußen, die aufgrund des Artikels 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes erhoben wurden, wenn der Verstoß auf dem regionalen öffentlichen Wasserstraßennetz begangen wurde.”.

§ 3. Artikel D.141 des Buches I des Umweltgesetzbuches, hinzugefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Im Falle eines frisch begangenen Verstoßes gegen das in Artikel 7, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 Verbot des Zurücklassens von Abfällen, der auf der öffentlichen Straße von einem Motorfahrzeug aus begangen wurde, und wenn der Bedienstete nicht den Täter, jedoch die Nummer des Kennzeichenschildes identifizieren konnte, ist das Protokoll, in dem der Verstoß festgestellt wird und der die Identifizierung des Nummernschildes des Fahrzeugs enthält, maßgebend für die Tatsache, dass der Verstoß von der Person begangen wurde, auf deren Name das Fahrzeug registriert ist. Diese Vermutung kann durch jedes Rechtsmittel widerlegt werden.”.

Artikel D.409 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D. 409. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der ohne Umwelterklärung oder -genehmigung im Sinne von Artikel D. 51 des vorliegenden Gesetzbuches eine der in diesem Artikel erwähnten Handlungen ausgeführt hat.”

In Artikel D.159, § 1, letzter Absatz des Buches I des Umweltgesetzbuches, hinzugefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird der Endpunkt durch ein Komma ersetzt und werden am Schluss die Wörter *ä*sowie die Bediensteten im Sinne des Artikels 3, 1° des Forstgesetzbuches, was die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße betrifft” hinzugefügt.

Artikel D.159, § 8 des Buches I des Umweltgesetzbuches, hinzugefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird folgendermaßen ergänzt: *ä*Der eingezogene Betrag wird dem durch Artikel D.170 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung *ä*kleinere Umweltsünden” zugeteilt, wenn der Verstoß von einem in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Beamten, Wächter oder Bediensteten oder von einem Bediensteten im Sinne des Artikels 3, 1° des Forstgesetzbuches festgestellt wurde.”.

In Artikel 77, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008, werden die Wörter *“oder 59”* durch die Wörter *“59 oder 76ter”* ersetzt.

Art. 14 - Es werden außer Kraft gesetzt:

1°. Das Dekret vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes;

2° das Dekret vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006.

Art. 15 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft, mit Ausnahme der §§ 1 und 3 des Artikels 13, die zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 904 (2008-2009). Nrn. 1 bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. März 2009.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1646

[2009/202017]

19 MAART 2009. — Decreet betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet beoogt de bescherming van de integriteit, de netheid, de veiligheid en de beschikbaarheid van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan :

1° gewestelijk openbaar domein : het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. Het bestaat uit :

a) de autowegen, de gewestelijke wegen en de overige openbare wegen bestemd voor het wegverkeer die onder het rechtstreekse of gedelegeerde beheer van het Waalse Gewest vallen, alsook de desbetreffende aanhorigheden;

b) de waterwegen en de grote hydraulische werken die onder het rechtstreekse of gedelegeerde beheer van het Waalse Gewest vallen, alsook de desbetreffende bijgebouwen;

2° aanhorigheden : alle bouwwerken, voorzieningen, uitrustingen of dienstwegen gelegen naast, onder, op, boven de autowegen, wegen, openbare wegen, waterwegen of hydraulische werken bedoeld in 1°, of die er inherent aan zijn en speciaal gebouwd, geïnstalleerd, aangekocht, ingericht of ter beschikking gesteld worden in het raam van die infrastructuur;

3° beherende overheid : de Regering of de door haar aangewezen overheid, mogelijk een belichaamd overheidsorgaan in de zin van artikel 9 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

De Regering is ertoe gemachtigd :

1° een lijst op te maken van de in het eerste lid, 1°, a), bedoelde autowegen, gewestelijke wegen en andere openbare wegen die voor het wegverkeer bestemd zijn;

2° een lijst op te maken van de waterwegen en grote hydraulische werken bedoeld in het eerste lid, 1°, b);

3° een voorbeeldlijst van de aanhorigheden op te maken;

4° de gewestelijke openbare wegen en de waterwegen volgens de bestemming ervan in categorieën in te delen.

HOOFDSTUK II. — *Bezetting en gebruik van het openbaar domein voor de uitoefening van bepaalde activiteiten*

Art. 3. § 1. De voorafgaande schriftelijke toestemming van de beherende overheid wordt geëist voor :

1° de bezetting of het gebruik van het gewestelijk openbaar domein op een wijze die het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, te buiten gaat;

2° de uitvoering van werken op het gewestelijk openbaar domein;

3° de organisatie van een recreatieve, sportieve of toeristische manifestatie op het gewestelijk openbaar domein wanneer die manifestatie van dien aard is dat ze het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, belemmert.

§ 2. De beherende overheid kan haar toestemming verlenen via een eenzijdige akte of een overeenkomst.

Het is aan de beherende overheid om in het belang van het openbaar domein, van de gebruikers en van het leefmilieu en met inachtneming van de gelijkheidsbeginselen of van andere belangen van algemene aard, te oordelen of de gevraagde toestemming al dan niet, onder bepaalde voorwaarden, op grond van een eenzijdige akte of een overeenkomst, voor een bepaalde of een onbepaalde duur verleend moet worden.

§ 3. De toestemming bedoeld in § 1, 1°, wordt altijd ten preciaire titel verleend.

Wanneer ze op grond van een eenzijdige akte verleend wordt, kan ze ingetrokken, gewijzigd of opgeschort worden om redenen bedoeld in § 2, tweede lid, zonder vergoeding voor de houder.

§ 4. De Regering is ertoe gemachtigd :

1° procedureregels vast te leggen voor de verlening van de toestemmingen bedoeld in § 1;

2° algemene voorwaarden te stellen voor de bezetting en het gebruik van het domein, voor de uitvoering van werken of de organisatie van de manifestaties bedoeld in 1, met inbegrip van heffingen waarvan ze het tarief en de inningsmodaliteiten vastlegt. Die algemene voorwaarden kunnen betrekking hebben op bepaalde soorten bezettingen, gebruiken, werken of manifestaties en vastgelegd worden op grond van de categorie van de openbare weg of waterweg.

Art. 4. De Regering heeft machtiging om het gebruik van de vuilnisbakken, containers of recipiënten die op het gewestelijk openbaar domein geplaatst worden te regelen.

HOOFDSTUK III. — *Overtredingen*

Art. 5. § 1. Er wordt een boete van minstens 50 tot hoogstens 10.000 euro opgelegd aan :

1° al wie, vrijwillig of door gebrek aan voorzorg of behoedzaamheid, het gewestelijk openbaar domein vernielt, beschadigt of bevuilt of de bruikbaarheid of de veiligheid ervan aantast;

2° al wie, zonder de vereiste toestemming van de beherende overheid, op een wijze die er niet mee strookt of zonder inachtneming van de door de Regering vastgelegde algemene voorwaarden :

a) het gewestelijk openbaar domein bezet of gebruikt op een wijze die het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, te buiten gaat;

b) werken op het gewestelijk openbaar domein uitvoert;

3° al wie uitrustingsgoederen van het gewestelijk openbaar domein steelt, alsook beplantingen, of materieel of materialen die er opgeslagen worden met het oog op het onderhoud ervan of op de uitvoering van openbare werken.

§ 2. Er wordt een boete van minstens 50 tot hoogstens 1.000 euro opgelegd aan :

1° al wie, zonder de vereiste toestemming van de beherende overheid, op een wijze die er niet strookt of zonder inachtneming van de door de Regering vastgelegde algemene voorwaarden, een recreatieve, sportieve of toeristische manifestatie op het gewestelijk openbaar domein organiseren wanneer die manifestatie van dien aard is dat ze het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, te buiten gaat;

2° al wie van de op het gewestelijk openbaar domein geplaatste vuilnisbakken, containers of recipiënten een gebruik maakt dat niet strookt met het gebruik waarvoor ze normaal bestemd zijn of met het gebruik waarin de regelgeving voorziet;

3° al wie op het gewestelijk openbaar domein opschriften, affiches, beeld- of fotoreproducties, vlugschriften of brochures aanplakt op andere plekken dan die welke daartoe voorzien worden door de beherende overheid;

4° de eigenaars, huurders of gebruikers van terreinen gelegen in zones met een risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen die daar producten of materieel opslaan die door de stroom meegesleept zouden kunnen worden en de vernieling, beschadiging of afsluiting van de waterwegen en van de aanhorigheden ervan zouden kunnen veroorzaken of schade aan de gebruikers ervan zouden kunnen toebrengen;

5° al wie een risico vormt voor de integriteit of de bruikbaarheid van het gewestelijk openbaar domein door een drijvend schip of een bootje te loodsen zonder rekening te houden met de vorm van het domein, met de reglementaire aanmaningen van de agenten belast met de exploitatie van de waterweg of de bediening van de kunstwerken, of met de voorwaarden gesteld door de beherende overheid;

6° al wie weigert gevolg te geven aan de regelmatige bevelen gegeven door de domaniale politie in het raam van de uitvoering van de informatiehandelingen bedoeld in artikel 6, § 4, 1°, 3° en 4°;

7° al wie de uitvoering belemmert van de informatieakten bedoeld in artikel 6, § 4.

HOOFDSTUK IV. — *Domaniale politie*

Art. 6. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaren van de federale en lokale politie, kunnen de opsporing en de vaststelling van de bij artikel 5 bepaalde overtredingen toevertrouwd worden aan gewestelijke agenten aangewezen overeenkomstig § 2.

Die agenten worden "domaniale politieagenten" genoemd.

Ze zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie of van officier van de gerechtelijke politie.

Ze mogen hun opdracht pas vervullen na eedaflegging voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve woonplaats. In geval van gewone wijziging van hun administratieve woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

De hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg waar een agent de eed heeft afgelegd bezorgt de griffier van de rechtbanken van eerste aanleg van het ambtsgebied waarin de agent zijn functies moet uitoefenen een afschrift van de akte van aanwijzing en van de akte van de eedaflegging van de agent.

§ 2. De domaniale politieagenten worden door de Regering of volgens de door haar bepaalde modaliteiten aangewezen als agent van de gerechtelijke politie of als officier van de gerechtelijke politie.

Alleen de agenten van niveau 1 kunnen als officier van de gerechtelijke politie aangewezen worden.

De Regering kan bepalen welke kentekens de domaniale politieagenten moeten dragen bij de uitoefening van hun functies.

Ze bepaalt het model van de rechtvaardigingskaart die ze bij zich moeten hebben en aan de hand waarvan ze zich laten kennen wanneer ze de in § 4 bedoelde handelingen verrichten.

§ 3. De processen-verbaal die de domaniale politieagenten in het raam van hun functies opmaken hebben bewijskracht, tenzij het tegenbewijs van de vastgestelde feiten wordt geleverd.

§ 4. In het raam van de uitoefening van hun opdracht zijn de domaniale politieagenten bevoegd om :

1° elke persoon van wie ernstig vermoed wordt dat hij een in artikel 4 bedoelde overtreding heeft begaan te verzoeken om de overlegging van zijn identiteitskaart of van elk ander identificatiedocument;

2° elke persoon te ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de vervulling van hun opdracht;

3° zich elk document, stuk of titel die nuttig is voor de vervulling van hun opdracht te laten overleggen en om er een fotokopie van te maken of tegen ontvangstbewijs mee te nemen;

4° de voertuigen, de drijvende schepen of de bootjes tegen te houden, de lading ervan te controleren;

5° de hulp van de federale politie, lokale politie of andere gewestelijke diensten te vragen.

Art. 7. § 1. De processen-verbaal opgemaakt door de domaniale politieagenten worden binnen vijftien dagen na het opmaken ervan in origineel overgemaakt aan de bevoegde procureur des Konings. Binnen dezelfde termijn wordt een afschrift van die processen-verbaal overgemaakt aan de vermoedelijke overtreder en aan de ambtenaar bedoeld in artikel 9, § 1, derde lid.

§ 2. De domaniale politieagenten kunnen een gewone waarschuwing richten aan de vermoedelijke overtreder en hem een termijn toestaan om orde op zaken te stellen en, desnoods, het openbaar domein te herstellen of te laten herstellen.

HOOFDSTUK V. — *Herstel van de plaats*

Art. 8. In de overtredingsgevallen bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, en § 2, 2° en 3°, kan de beherende overheid het openbaar domein ambtshalve herstellen of laten herstellen. De prijs van het herstel van het openbaar domein, desgevallend inclusief de prijs van het afvalbeheer overeenkomstig de vigerende regelgeving, wordt ingevorderd ten laste van de overtreder.

In de overtredingsgevallen bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, en § 2, 1°, maant de beherende overheid de vermoedelijke overtreder aan om een einde te maken aan de handelingen die ten grondslag van de overtreding liggen en, desnoods, om het openbaar domein te herstellen of te laten herstellen. Die aanmaning wordt bij ter post aangetekend gericht en vermeldt de termijn die aan de overtreder toegekend wordt om gevolg te geven. Indien de vermoedelijke overtreder het openbaar domein niet binnen de toegestane termijn herstelt of laat herstellen, kan de beherende overheid het zelf herstellen of laten herstellen. In dat geval worden de kosten van de herstelwerkzaamheden ten laste van de overtreder ingevorderd.

In de overtredingsgevallen bedoeld in het vorige lid, kan de beherende overheid het openbaar domein ambtshalve herstellen of laten herstellen zonder de vermoedelijke overtreder daartoe vooraf aan te manen, indien één van de volgende voorwaarden vervuld is :

1° indien de dringende noodzakelijkheid of de behoeften van de openbare dienst zulks rechtvaardigen;

2° indien het om technische, milieu- of veiligheidsredenen niet aanbevelingswaardig is om de overtreder toe te laten het openbaar domein zelf te herstellen of te laten herstellen;

3° indien de vermoedelijke overtreder niet geïdentificeerd is en niet gemakkelijk geïdentificeerd kan worden.

De Regering kan de modaliteiten vastleggen voor de berekening van de kost van het herstel van de plaats wanneer de werken door het personeel van haar eigen diensten uitgevoerd worden.

De kost van het herstel van de plaats die ten laste van de overtreder ingevorderd moet worden, wordt verhoogd met een forfaitaire som voor toezichtskosten en administratief beheerskosten gelijk aan 20 % van de kost van de werkzaamheden, minimum van 50 euro, ongeacht of de werkzaamheden door het personeel van de Regering of door een extern bedrijf uitgevoerd worden.

Indien de overtreder de kosten van de herstelwerkzaamheden of de toezichtskosten en de kosten inzake administratief beheer die van hem gevorderd worden verzuimt te betalen, kunnen die kosten volgens door de Regering te bepalen modaliteiten door dwangbevel ingevorderd worden, ondanks het bestaan van een strafvordering waarover nog geen definitieve uitspraak gedaan zou zijn naar aanleiding van de feiten die het herstel van de plaats gerechtvaardigd hebben.

HOOFDSTUK VI. — *Administratieve boetes*

Art. 9. § 1. Voor zover de feiten krachtens artikel 5 strafbaar zijn met een strafrechtelijke sanctie, kan onder de in dit artikel gestelde voorwaarden een administratieve boete aan de overtreder opgelegd worden in plaats van een strafrechtelijke sanctie.

De administratieve boete bedraagt minstens 50 tot hoogstens 10.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 1, en 50 tot hoogstens 1.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 2.

De Regering wijst één of meer ambtenaren aan die bevoegd zijn om de administratieve boetes op te leggen. Alleen de ambtenaren met een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma geëist wordt, kunnen daartoe aangewezen worden

§ 2. De Procureur des Konings beschikt over een termijn van negentig dagen, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding, om de ambtenaar bedoeld in § 1 kennis te geven van zijn bedoeling om al dan niet strafrechtelijke vervolgingen op te starten of al dan niet gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216bis en 216ter van het Strafrechtelijk wetboek toegewezen worden.

De kennisgeving door de Procureur des Konings van zijn bedoeling om strafrechtelijke vervolgingen op te starten of gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216bis en 216ter van het Strafrechtelijk wetboek toegewezen worden sluit de mogelijkheid uit om een administratieve boete op te leggen.

Indien de Procureur des Konings kennis geeft van zijn bedoeling om geen strafvervolgingen in te stellen of geen gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk wetboek toegewezen worden of indien hij zijn beslissing niet heeft meegedeeld na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, mag de in § 1 bedoelde ambtenaar de procedure opstarten waarbij een administratieve boete opgelegd wordt.

§ 3. Wanneer de procedure tot oplegging van een administratieve boete opgestart mag worden, bezorgt de in § 1 bedoelde ambtenaar de vermoedelijke overtreder, indien hij de toepassing van een dergelijke boete nodig acht, een bericht bij ter post aangetekend schrijven en een nieuw afschrift van het proces-verbaal, met de volgende stukken en gegevens :

1° de feiten waarvoor hij overweegt een administratieve boete op te leggen;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° het bedrag van de administratieve boete die hij overweegt op te leggen;

4° de vermoedelijke overtreder heeft het recht om zijn verweermiddelen bij ter post aangetekend schrijven te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van mededeling van het bericht;

5° hij kan binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekend schrijven vragen om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, behalve wanneer het bedrag van de overwogen administratieve boete niet hoger is dan 62,50 euro;

6° hij heeft het recht om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan en om zijn dossier in te kijken.

De mededeling van het bericht bedoeld in het vorige lid heeft de uitdoving van de strafvordering tot gevolg. Er wordt een afschrift daarvan aan de Procureur des Konings gericht.

Indien de vermoedelijke overtreder vraagt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, geeft de in § 1 bedoelde ambtenaar hem bij ter post aangetekend schrijven kennis van de plaats, de dag en het uur waarop hij gehoord zal worden. Dat verhoor vindt plaats ten vroegste binnen vijftien dagen na verzending van het aangetekend schrijven.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor van de overtreder opgemaakt. Het wordt getekend door de ambtenaar bedoeld in § 1 en door de overtreder. Indien de overtreder het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

§ 4. Wanneer de administratieve procedure opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in § 3, eerste lid, bedoelde aangetekend schrijven gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtreeders.

De ambtenaar stelt de stafhouder van de orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het procedurendossier gevoegd.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep doen.

§ 5. Na afloop van de termijn van vijftien dagen bedoeld in § 3, eerste lid, 4°, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de vermoedelijke overtreder of diens raadsman, beslist de in § 1 bedoelde ambtenaar, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve boete of een lagere boete op te leggen, of om geen administratieve boete op te leggen.

Hij kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

Zijn gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor worden bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld. In het geval van een minderjarige overtreder worden de gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor meegedeeld aan de minderjarige, aan diens vader, moeder, voogden of aan de personen die toezicht op hem uitoefenen, alsook aan zijn raadsman.

De vader en moeder, de voogden of de personen die toezicht op de minderjarige uitoefenen zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de boete.

§ 6. Een beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, mag niet meer genomen worden na afloop van de termijn van honderdachtig dagen na het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding.

§ 7. De overtreder die de beslissing van de ambtenaar die hem een administratieve boete oplegt wenst aan te vechten, kan een beroep indienen binnen een termijn van 30 dagen, op straffe van verval, te rekenen van de datum van zijn kennisgeving.

Het beroep wordt d.m.v. een verzoekschrift voor de correctionele rechtbank ingediend. Indien de beslissing evenwel betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien jaar bereikt hebben op het moment van de feiten, wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreder meerderjarig is wanneer zij zich uitspreekt.

Het verzoekschrift bevat de identiteit en het adres van de overtreder, de aangevochten beslissing en de motieven van de betwisting van die beslissing.

Het beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepalingen van de voorafgaande leden worden vermeld in de beslissing waarbij de boete opgelegd wordt.

De rechtbank kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

De jeugdrechtbank kan, wanneer een beroep tegen een administratieve boete bij haar aanhangig gemaakt wordt, in de plaats hiervan een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel stellen zoals bepaald bij artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In dat geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing.

De beslissingen van de correctionele rechtbank of van de jeugdrechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

§ 8. De beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt heeft uitvoerende kracht na afloop van een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van kennisgeving, behalve in geval van beroep.

De overtreder of de burgerlijk verantwoordelijken bedoeld in § 5, vierde lid, beschikken over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de dag na die waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven om de boete te betalen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de administratieve boetes en de invordering van de onbetaalde boetes.

§ 9. Dit artikel is niet toepasselijk op minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 10. De ambtenaren bedoeld in artikel 6, § 2, die de eed voor de inwerkingtreding van dit decreet afgelegd hebben overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt of overeenkomstig die van het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt worden vrijgesteld van de eedaflegging bedoeld in artikel 6, § 1.

Art. 11. De Regering kan inzake de bescherming van het openbaar waterwegendomein alle maatregelen nemen die nodig zijn voor de omzetting van Europese richtlijnen of voor de uitvoering van verplichtingen voortkomend uit internationale verdragen waarmee het Waals Parlement heeft ingestemd. Die maatregelen kunnen de opheffing of de wijziging van bestaande wetsbepalingen inhouden. De Regering kan o.a. elk heffingstarief vastleggen waarin die richtlijnen of verdragen zouden voorzien.

Art. 12. § 1. In afwijking van artikel 3, § 1, 1°, wordt de in deze bepaling bedoelde vergunning niet vereist in geval van verlening van :

1° de vergunning bedoeld in het enige artikel, vierde lid, van de wet van 17 januari 1938 inzake het gebruik van het openbaar domein voor het aanleggen en onderhouden van leidingen, inzonderheid van gas- en waterleidingen;

2° de vervoersvergunning bedoeld in artikel 9 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

3° de wegvergunning bedoeld in artikel 19, § 2, van het decreet van 12 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

4° de wegvergunning bedoeld in artikel 9 van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening;

5° de wegvergunning bedoeld in artikel 19, § 2, van het decreet van 12 december 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

6° de goedkeuring bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en de teledistributienetten;

7° de goedkeuring bedoeld in artikel 98, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

8° de goedkeuring bedoeld in artikel 63, § 1, tweede lid, van het decreet van 27 juni 2005 van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap over de radio-omroep en de filmvoorstellingen;

9° de vergunning bedoeld in artikel 1 van het decreet van 23 oktober 2008 betreffende de wegvergunningen van de gemarkeerde toeristische wandelroutes en tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut.

§ 2. In afwijking van artikel 3, § 1, 3°, wordt de in deze bepaling bedoelde vergunning niet vereist in geval van verlening van :

1° de vergunning bedoeld in hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden en van de veldritten;

2° de vergunning bedoeld in hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 28 november 1997 houdende de reglementering van de organisatie van sportwedstrijden of sportcompetities voor auto's die geheel of gedeeltelijk op de openbare weg plaatshebben.

§ 3. De Regering kan de lijsten van de §§ 1 en 2 uitbreiden tot andere gevallen waarin de bezetting of het gebruik van het gewestelijk openbaar domein in de zin van artikel 3, § 1, 1°, of de organisatie van manifestaties op dat domein in de zin van artikel 3, § 1, 3°, krachtens bijzondere wetgevingen al aan de vergunning, de goedkeuring of het gunstig advies van de beherende overheid onderworpen is. Zij kan voorzien in een gelijkwaardige lijst voor de uitvoering van werken op het gewestelijk openbaar domein in de zin van artikel 3, § 1, 2°.

Art. 13. § 1. In artikel 4 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autowegen, wordt § 2 vervangen als volgt :

"§ 2. De Regering kan van dat verbod afwijken, hetzij ten gunste van een overheidsdienst, hetzij voor de plaatsing van installaties of gebouwen i.v.m. de dienst van de autoweg, hetzij voor de plaatsing van installaties of gebouwen inzake energie of telecommunicatie, voor zover verenigbaar met de functie van de autoweg."

§ 2. In artikel 2 van het decreet van 17 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken, vervangen bij het decreet van 19 december 2007, wordt het tweede lid aangevuld met een punt c), luidend als volgt :

"c) de administratieve boetes geïnd krachtens artikel 9 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein, wanneer de overtreding op het gewestelijk openbaar wegendomein begaan werd."

In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 24 november 1994, 21 december 2006 en 19 december 2007, wordt het tweede lid aangevuld met een punt d), luidend als volgt :

"d) de administratieve boetes geïnd krachtens artikel 9 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein, wanneer de overtreding op het gewestelijk openbaar waterwegendomein begaan werd."

§ 3. Artikel D.141 van Boek I van het Milieuwetboek, toegevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt aangevuld met volgend lid :

“Wanneer de agent in geval van flagrante overtreding van het verbod op het achterlaten van afval bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 27 juni 1996, begaan op de openbare weg vanuit een motorvoertuig, niet de auteur van de feiten maar wel de nummerplaat van het voertuig heeft kunnen identificeren, heeft het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding en bevattende de indentificering van de nummerplaat van het voertuig bewijskracht dat de overtreding werd begaan door de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven staat. Dat vermoeden kan door elk rechtsmiddel omgekeerd worden.”

Artikel D.409 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008, wordt vervangen als volgt :

“Art. D.409. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door al wie, zonder aangifte of milieuvergunning bedoeld in artikel D.51 van dit Wetboek, één van de in dit artikel bedoelde handelingen heeft uitgevoerd.

In artikel D.159, § 1, laatste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, toegevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt het eindpunt door een komma vervangen en worden in fine de woorden “alsook de personeelsleden in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek, wat betreft de overtredingen bepaald bij artikel 102 van het Boswetboek.”.

Artikel D.159, § 8, van Boek I van het Mileuwetboek, toegevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt aangevuld als volgt : “De geïnde som wordt aan het “Fonds pour la protection de l’environnement, section incivilités environnementales,” (Fonds voor milieubescherming, afdeling milieuwangedrag) gestort wanneer de overtreding is vastgesteld door een ambtenaar, bewaker of agent bedoeld in artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht of door een personeelslid in de zin van artikel 3, 1, van het Boswetboek.”

In artikel 77, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008, worden de termen “of 59” vervangen door de termen “, 59 of 76ter.”

Art. 14. De volgende decreten worden opgeheven :

1° het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt;

2° het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006;

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, met uitzondering van de §§ 1 en 3 van artikel 13, die tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mme M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 904 (2008-2009). Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare zitting van 18 maart 2009.

Bespreking - Stemmingen.